

## Budget 2025 : Le gouvernement doit répondre aux besoins des OCASSS et non seulement soutenir les entreprises

*MONTREAL, le 13 mars 2025* — À deux semaines du dépôt du budget 2025 du Québec, la Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles (TRPOCB) rappelle au ministère des Finances qu'elle a des attentes élevées à son égard pour les 3000 organismes communautaires autonomes du domaine de la santé et des services sociaux (OCASSS) et pour la population. Le gouvernement a déjà annoncé qu'il prévoyait différentes aides financières aux entreprises. Sans nier leurs défis, la Table souligne qu'il est essentiel que le soutien du gouvernement s'adresse aussi aux groupes qui accompagnent les communautés au quotidien, notamment pour leur permettre de compter sur des équipes de travail adaptées à leurs besoins.

Une récession semble à nos portes en raison des tarifs douaniers et de l'incertitude économique qui pèsent sur le Québec. La population se retrouvera dans un contexte difficile, financièrement, mais aussi socialement. « Des gens perdront leurs emplois, les tensions sociales s'exacerberont, la hausse du coût de la vie transformera, encore une fois, le portrait de la pauvreté au Québec. Conséquemment, les groupes communautaires, qui déjà rejoignent plus de 2,25 millions de personnes, seront encore plus sollicités par une population aux besoins de plus en plus importants », avance Anne Lagarde, du comité de coordination de la campagne *CA\$\$\$H (Communautaire autonome en santé et services sociaux — Haussez le financement)*.

La population compte sur les OCASSS pour améliorer ses conditions de vie. Or, ceux-ci subissent un sous-financement chronique, limitant grandement leurs capacités d'action auprès de leurs communautés. Ils demandent au gouvernement de rehausser le financement à la mission globale pour leur permettre d'accroître leurs capacités d'agir, donc pour pouvoir embaucher des équipes assez nombreuses pour répondre aux demandes des communautés. « L'insuffisance du financement reçu du Programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC) pour leur mission globale place les groupes, les travailleuses et les travailleurs dans la précarité. Avec un taux horaire d'environ 24 \$, les groupes communautaires accusent un écart de 42 % avec le salaire moyen<sup>1</sup> au Québec, ce qui complique énormément le recrutement et la rétention du personnel. De surcroît, 80 % des emplois dans le mouvement sont occupés par des femmes, ce qui représente près de 45 000 postes. Un financement à la hauteur entraînerait l'amélioration significative des conditions de travail dans le communautaire, ce qui réduirait la pauvreté et ferait avancer l'équité au Québec », souligne Stéphanie Vallée, présidente de la TRPOCB.

Durant la période de consultation prébudgétaire, la Table a déposé et présenté son mémoire demandant au gouvernement de répondre aux revendications de la campagne *CA\$\$\$H* : l'atteinte de l'équité de traitement et de financement notamment par l'application de seuils planchers communs et adaptés aux OCASSS, l'indexation des subventions selon l'Indice des coûts de fonctionnement du communautaire (ICFC) et le rehaussement de l'enveloppe annuelle pour la mission globale du PSOC de 1,7 G\$. Elle y a entre autres mis de l'avant que, pour l'année dernière, la différence entre l'indexation versée et celle qui aurait été nécessaire selon l'ICFC ne représentait que 7,8 M\$ sur l'enveloppe du PSOC, laquelle est destinée à 3000 OCASSS. « Rappelons que le gouvernement a gaspillé un montant similaire pour deux parties de hockey. Et ce n'est pas la seule dépense

<sup>1</sup> [Enquête Les Repères, 2022, CSMO-ESAC](#)

récente qui est contestable... Comment le gouvernement pourrait-il refuser d'indexer les OCASSS selon l'ICFC, alors qu'il s'agit d'un investissement et non d'une dépense permettant aux communautés de se projeter pour continuer de bénéficier des groupes qu'elles se sont données ? Cette revendication ayant été transmise par les mémoires de 49 organisations, nous comptons sur le gouvernement pour y répondre par le budget 2025 », relève Mercédez Roberge, coordonnatrice de la TRPOCB.

Pour que le Québec et sa population traversent les temps troubles qui s'annoncent, le gouvernement doit prendre ses responsabilités à l'égard des droits des citoyennes et des citoyens. Cela signifie que le prochain budget ne doit pas s'arrêter à soutenir les entreprises, il doit répondre aux attentes des OCASSS et, conséquemment, à ceux de la population.

— 30 —

SOURCE Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles (TRPOCB)

Renseignements : Pour informations et demandes d'entrevues : Mercédez Roberge, coordonnatrice, [coordination@trpocb.org](mailto:coordination@trpocb.org) ; 514-690-7826

[Pour consulter la documentation soutenant l'analyse de la TRPOCB, un dossier Drive est mis à disposition](#)

### À propos

- Stéphanie Vallée est co-coordonnatrice de [l'R des Centres de femmes du Québec](#) et présidente de la [Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles](#)
- Anne Lagarde est coordonnatrice aux communications et à l'analyse politique du [Regroupement des organismes communautaires québécois pour le travail de rue](#) et membre du comité de coordination de la campagne *CA\$\$\$\$H*.
- Mercédez Roberge est coordonnatrice de la [Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles](#)

Fondée en 1995, la [Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles](#) (TRPOCB) est formée de [47 regroupements nationaux](#), rejoignant plus de 3 000 groupes communautaires autonomes à travers le Québec. Ce sont, par exemple, des maisons de jeunes, des centres de femmes, des cuisines collectives, des maisons d'hébergement, des groupes d'entraide, des centres communautaires, des groupes qui luttent contre des injustices ayant des répercussions sur la santé. Ceux-ci représentent les  $\frac{3}{4}$  des organismes communautaires autonomes du Québec et abordent la santé et les services sociaux sous différentes perspectives (femmes, jeunes, hébergement, famille, personnes handicapées, communautés ethnoculturelles, sécurité alimentaire, santé mentale, violence, périnatalité, toxicomanie, etc.).

La Table coordonne de plus la [campagne CA\\$\\$\\$\\$H \(Communautaire autonome en santé et services sociaux — Haussez le financement\)](#). Lancée le 17 octobre 2017, cette campagne vise l'amélioration substantielle du Programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC) du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), au bénéfice de plus de 3 000 organismes communautaires autonomes subventionnés par le MSSS. Les revendications de la campagne *CA\$\$\$\$H* sont : l'atteinte de l'équité de financement et de traitement partout au Québec, notamment par l'application de seuils planchers communs et adaptés aux OCASSS, l'indexation annuelle des subventions en fonction de l'Indice des coûts de fonctionnement du communautaire (ICFC) et l'ajout de 1,7 G\$ à l'enveloppe annuelle du PSOC (mission globale).

**Pour plus d'informations :**

[trpocb.org](http://trpocb.org) | [facebook.com/TableDesRegroupements](https://facebook.com/TableDesRegroupements) | [info@trpocb.org](mailto:info@trpocb.org)  
[trpocb.org/campagneCASSH](http://trpocb.org/campagneCASSH) | [facebook.com/campagneCASSH](https://facebook.com/campagneCASSH) | [cassh@trpocb.org](mailto:cassh@trpocb.org)  
514-844-1309, 1 rue Sherbrooke Est, Montréal, QC, H2X 3V8